

que le changement doit avoir lieu. Les paroles ne suffisent pas, mais des pressions exercées au bon endroit donneront des résultats. Il ne saurait y avoir de meilleure cible que le portefeuille.

Toutefois, notre politique tient également compte du fait que si les sanctions sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes. Par conséquent, nous avons également mis de l'avant des mesures positives afin de favoriser une meilleure compréhension. Nous avons appuyé financièrement les efforts en faveur du dialogue, notamment des conférences entre éléments modérés des deux camps. Nous avons offert notre assistance aux États de la ligne de front pour les aider à se dégager de l'emprise de l'Afrique du Sud. Nous avons fait en sorte de contrer la censure et la propagande pernicieuses de Pretoria. Et nous entendons continuer.

Nous avons, avec d'autres, adopté cette politique, reconnaissant que sur cette question, il n'y a pas de meilleure approche qu'une action concertée.

Quels ont été les résultats de nos efforts?

D'abord nous pouvons dire sans équivoque que les sanctions ont produit des résultats -- surtout les sanctions dans le domaine financier. L'interdiction d'accorder de nouveaux prêts et la renégociation de la dette pour des périodes progressivement plus courtes à des taux plus élevés nuisent à l'économie de l'Afrique du Sud. Le capital, déjà rare, fuit, et la croissance est interrompue. La confiance du monde des affaires est ébranlée et Pretoria éprouve plus de difficultés à financer son système de sécurité extraordinairement dispendieux.

L'ancien gouverneur de la Banque de réserves de l'Afrique du Sud, feu M. Gerhard de Kock, a reconnu l'effet des sanctions lorsqu'il a déclaré au mois de mai, avant de donner sa démission, que l'Afrique du Sud s'affaiblissait. Il a fait une mise en garde en déclarant que si des progrès adéquats n'étaient pas accomplis en matière de réforme politique et constitutionnelle, la relation de l'Afrique du Sud avec le reste du monde avait peu de chances de s'améliorer.

Par ailleurs sur le plan politique, l'effet néfaste des sanctions est également reconnu. L'ancien Ministre délégué aux Affaires étrangères, M. Kobus Meiring a déclaré à Capetown en juillet qu'il fallait sortir de l'isolement pour obtenir l'argent nécessaire au développement. "Comment y arriverons-nous? Nous devons nous rendre acceptables, c'est aussi simple que cela" a-t-il déclaré.

Le ministre responsable du maintien de l'ordre, M. Vlok, a admis au cours du même mois que la capacité du gouvernement de prendre des décisions est limitée. "Si des